Cahier de doléances du Tiers État de Mont-Soult sur Seine (Val-d'Oise)

Cahier des plaintes, doléances, remontrances et représentations des habitants, composant le tiers-état de la paroisse de Mont-Soult.

Art. 1^{er}. Notre vœu est d'avoir, avant tout, un bon établissement de gouvernement, qui rende stable à toujours les mesures que les Etats généraux jugeront convenables, pour le retour et le maintien du bon ordre.

Art. 2. Nous demandons l'abolition des fermes générales, des tailles, capitations, vingtièmes, entrée, droits sur l'eau-de-vie et autres boissons, sur le sel et le tabac, les porcs et généralement tous les impôts actuellement existants.

Art. 3. L'érection d'un impôt unique sur les terres et immeubles, lequel puisse compenser les anciens et subvenir aux besoins de l'Etat, et qui sera pavé par toutes les classes de citoyens, possédant fonds et proportionnellement aux besoins de l'Etat et aux propriétés de chacun, tant du clergé et de la noblesse que du tiers-état ; par conséquent, tous privilèges et exemptions pécuniaires quelconques seraient abolis.

Art. 4. La corvée, la milice et les lenteurs et les frais de justice, les emprisonnements arbitraires, les occupations de terrain pour la confection des chemins et voiries trop multipliées dans la province, sont autant de maux qui pèsent principalement sur nous, et auxquels il est pressant de remédier ; il faudrait supprimer la corvée, la milice, les justices subalternes, les lettres de cachet, les voiries inutiles ; réformer la justice, tant au civil qu'au criminel, et parvenir à ce que les plus longs procès ne durent pas plus d'un an, et même moins, si faire se peut.

Art. 5. Les assemblées en Etats provinciaux, dont les membres devront être choisis et nommés par les municipalités de la province, n'ont pas encore la forme et l'autorité nécessaires pour opérer le bien dont ils sont capables.

Art. 6. Il est de première nécessité que les Etats généraux prennent les moyens les plus efficaces pour assurer au peuple le prix modéré des grains, en temps de disette, de sorte que tout monopole sur les blés et autres denrées de première nécessité soit aboli, et, dans tous les cas, que le pain n'excède pas 1 sou 6 deniers ou 2 sous la livre.

Art. 7. Nous demandons la suppression de la dîme, champarts, lods et ventes, centième denier, contrôle, insinuation, papier timbré, comme aussi celle de quantité de droits absurdes, onéreux et barbares, exigés par quelques seigneurs dans leurs terres ou seigneuries.

Art. 8. En demandant la suppression de la dîme, nous supplions les Etats généraux de pourvoir à la subsistance honnête des curés et autres ecclésiastiques employés au service de l'Eglise, de sorte qu'ils puissent exercer gratuitement les fonctions de leur état, et qu'il ne soit plus rien exigé pour les droits de mariage et de sépulture.

Art. 9. Il serait très-avantageux, pour procurer de l'emploi à un plus grand nombre de cultivateurs, de réduire les fermes à 300 arpents, et de défendre qu'un fermier en eût plus d'une à moins qu'il n'y fut propriétaire.

Art. 10. Le sort des pauvres de la campagne étant infiniment malheureux, ou lorsqu'ils sont chargés de petits enfants, ou lorsqu'ils sont malades, ou lorsque la vieillesse ou les infirmités les mettent dans

l'impuissance de gagner leur vie, il est indispensable : 1° d'établir dans chaque paroisse un bureau de charité qui puisse leur procurer les secours nécessaires, dont le défaut est la source de bien des maux ; 2° que dans un certain arrondissement de pays, il y ait un hon chirurgien et une bonne sage-femme, entretenus par le gouvernement, pour le service desdits pauvres.

Art. 11. Il est nécessaire de mettre un frein puissant aux vexations des messageries et voitures publiques, et pour cela de rétablir les voituriers dans la liberté de recevoir sur leurs voitures ceux qui se trouveront avoir besoin d'y monter, lorsqu'ils les rencontrent sur les routes.

Art. 12. D'abolir l'injuste et ridicule préjugé qui condamne à la honte et à l'infamie quantité de familles honnêtes, à cause de la punition exemplaire d'un mauvais sujet.

Art. 13. De supprimer les serments en justice.

Art. 14. Il est indispensable de réanimer les abus de la chasse, de telle sorte que toute personne constituée en rang, autorité ou dignités quelconques, puisse être facilement amenée, avec les moindres frais possibles, à payer les dommages faits par la bête fauve et le menu gibier.

Art. 15. Les lois actuellement existantes sur la chasse sont très-insuffisantes, et le malheureux cultivateur ne serait que trop souvent réduit au désespoir par la fureur, généralement répandue, d'entretenir une grande quantité de gibier, et par l'impossibilité dans laquelle il se trouve de s'opposer aux ravages et aux déprédations multipliées qu'il occasionne.

Art. 16. Il n'est pas moins nécessaire de diminuer notablement la quantité prodigieuse de colombiers, et le nombre immense de pigeons que l'on y élève, à cause des dégâts considérables qu'ils exercent impunément sur toutes les récoltes et les terresensemencées.

Art. 17. Nous demandons, enfin, qu'aux Etats généraux, les voix se comptent par tête et non par ordre.

Le présent cahier fait, clos et arrêté en l'assemblée générale des habitants de ladite paroisse de Mont-Soult, le quatorzième jour du mois d'avril 1789.

Et ont, lesdits habitants qui ont su le faire, signé le présent cahier.